

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales  
et accords nationaux**

**TRAVAUX PUBLICS**  
**Tome I : Accords nationaux**  
**(3<sup>e</sup> édition. – Septembre 2004)**

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**

IDCC : 2097. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**(7<sup>e</sup> édition. – Juillet 2003)**

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**  
**(10<sup>e</sup> édition. – Décembre 2002)**

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

**Ouvriers**

**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**(7<sup>e</sup> édition. – Décembre 2002)**

---

■ *Journal officiel* du 22 janvier 2005

**Arrêté du 28 décembre 2004 portant extension d'un accord national professionnel relatif à la participation des salariés aux commissions paritaires de l'emploi et de la formation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics**

NOR : SOCT0510018A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national professionnel du 13 juillet 2004 relatif à la participation des salariés représentants des organisations syndicales de salariés aux commissions paritaires nationales de l'emploi (CPNE) et aux commissions paritaires régionales de l'emploi et de la formation (CPREF) conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 22 septembre et 27 octobre 2004 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) rendu en séance du 13 décembre 2004,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, à l'exclusion des entreprises paysagistes et de reboisement répertoriées au code APE 55-10 relevant des professions agricoles, les dispositions de l'accord national professionnel du 13 juillet 2004 relatif à la participation des salariés représentants des organisations syndicales de salariés aux commissions paritaires nationales de l'emploi (CPNE) et aux commissions paritaires régionales de l'emploi et de la formation (CPREF) conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## Article 3

Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 2004.

*Le ministre de l'emploi, du travail  
et de la cohésion sociale,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et de la ruralité,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*L'ingénieure en chef du génie rural,  
des eaux et des forêts,*

V. METRICH-HECQUET

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/36, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.